

Le djihad vit de nos aides sociales

écrit par Marcher sur des oeufs | 22 mars 2017

Les Djihadistes vivent des Prestations Sociales d'une Europe qu'ils aspirent à détruire

Par Giulio Meotti

(Traduction du texte original: Jihadis Living on Support Payments from the Europe They Vowed to Destroy)

1°).- L'histoire d'Al Harith révèle la profondeur d'un des plus gros scandales européens : les djihadistes utilisent les aides liées au système de protection sociale pour financer leur « guerre sainte ».

2°).- L'Europe leur a tout donné : emploi, logement, aide sociale, allocations familiales, assurance chômage, prestations d'invalidité, aide financière d'urgence. Mais les extrémistes musulmans considèrent ce « Dependistan », – comme Mark Steyn appelle l'État-providence-, non comme un signe de générosité, mais comme une faiblesse. Ils trouvent juste que l'Europe contribue à sa propre destruction.

3°).- Pétris de certitude religieuse et de haine idéologique à l'égard de l'Occident, dispensés de l'obligation de s'assimiler aux valeurs et normes qui ont cours en Europe, nombre de musulmans européens se perçoivent comme les outils de destruction d'une civilisation épuisée.

4°).- Les politiques publiques devraient se donner pour objectif de sortir les gens de l'aide sociale – souvent considérée comme un frein à la recherche d'emploi – pour les guider vers plus de responsabilité individuelle. Des limites légales devraient être instituées à l'octroi des aides sociales : achat de drogues illicites, jeu, terrorisme ou, comme la liberté d'expression est limitée en Europe, incitation au terrorisme. Il est possible de créer et affiner une telle liste. Le non-respect de ces limites pourrait entraîner la perte des avantages sociaux. Cela contribuerait à lutter contre la ghettoïsation et l'islamisation des musulmans d'Europe. Le cycle de l'aide sociale et du djihad doit être stoppé.

L'affaire Al-Harith:

Il y a quatre ans, le journal libéral britannique, The Guardian, a publié un article sur les « survivants de Guantanamo ». Cette enquête sur les « victimes de cette « icône de l'arbitraire » américain », accordait une importance particulière aux « survivants britanniques de ce centre de détention surnommé le « goulag de notre temps ». La photo de Jamal al Harith illustre l'article principal du dossier.

Al Harith, né Ronald Fiddler, chrétien converti à l'islam, doit à l'activisme de David Blunkett, ministre de l'Intérieur de Tony Blair, d'avoir été libéré de Guantanamo Bay et rapatrié à Manchester.

A son retour en Angleterre, Al Harith a été salué comme un héros, une victime innocente de l'injuste « guerre contre le terrorisme » menée après le 11 septembre. The Mirror et ITV lui ont donné £ 60,000 (€ 73,000) pour le récit exclusif de son expérience carcérale à Guantanamo.

Al Harith a également été dédommagé à hauteur d'un million de livres par les

autorités britanniques.

La victime du « goulag de notre temps » a pu s'offrir une très belle maison grâce à l'argent des contribuables.

Il y a quelques semaines, al Harith a fait son dernier « voyage » : il s'est fait exploser à Mossoul, en Irak, pour le compte de l'Etat islamique.

Al Harith avait également été embauché par l'organisation non-gouvernementale « CAGE » (anciennement « Cageprisonniers ») dans le cadre de son témoignage préconisant la fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay.

Des personnalités comme Vanessa Redgrave, Victoria Brittain, Peter Osborne et Sadiq Khan ont apporté leur participation aux collectes de fonds de CAGE.

L'ONG a été financée par la Joseph Rowntree Trust, un fonds créé par le magnat du chocolat du même nom, et par la Fondation Roddick, l'association charitable d'Anita Roddick.

Al Harith fut même invité au Conseil de l'Europe pour témoigner contre Guantanamo.

L'histoire d'Al Harith révèle la profondeur d'un des plus gros scandales européens : les djihadistes utilisent les prestations d'aide sociale versées à tous depuis le berceau jusqu'à la mort pour financer leur « guerre sainte ».

Il y a quelques jours, la presse du Danemark a révélé que le gouvernement danois a remboursé les dépenses de santé et d'invalidité d'extrémistes musulmans partis en Syrie pour l'Etat islamique.

« C'est un énorme scandale que l'argent de la caisse de prévoyance sociale du Danemark soit allé à des personnes parties en Syrie », a déclaré le ministre de l'emploi Troels Lund Poulsen. Les terroristes qui ont frappé Paris et Bruxelles ont également utilisé le généreux système de protection sociale britannique pour financer leur djihad.

Un procès qui a eu lieu au Royaume – Uni a récemment révélé que Mohamed Abrini, connu comme « l'homme au chapeau » de l'attaque meurtrière à l'aéroport de Bruxelles, a touché 3.000 £ de prestations sociales avant s'envoler en direction de Paris, puis de disparaître.

<https://fr.gatestoneinstitute.org/10070/djihadistes-prestations-sociales>